



General Assembly

Distr.
LIMITED

A/HRC/WG.6/1/MAR/3
[date]

Original: ENGLISH

HUMAN RIGHTS COUNCIL
Working Group on the Universal Periodic Review
First session
Geneva, 7-18 April 2008

ADVANCE UNEDITED VERSION
25 FEBRUARY 2008

SUMMARY PREPARED BY THE OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR
HUMAN RIGHTS, IN ACCORDANCE WITH PARAGRAPH 15 (C) OF
RESOLUTION 5/1 OF THE HUMAN RIGHTS COUNCIL

Morocco

This report is a summary of 28 stakeholders' submissions¹ to the universal periodic review. It follows the structure of the general guidelines adopted by the Human Rights Council. It does not contain any opinions, views or suggestions of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), nor any judgment or determination in relation to specific claims. Information included therein has been systematically referenced in endnotes and, to the extent possible, original text submitted has not been altered. Lack of information or focus on specific issues is due to the absence of submissions by stakeholders regarding these particular issues. All submissions received are available on OHCHR website. The periodicity of the review for the first cycle being of four years, information reflected in this report mostly relates to events occurred after 1 January 2004.

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

Institutional and human rights structure

1. L'institution nationale des droits de l'homme au Maroc, appelée le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), a informé que le domaine des droits humains s'appuie au Maroc sur un cadre institutionnel diversifié dans lequel le CCDH, le « Diwan Al Madhalim » (l'Ombudsman marocain) et les institutions nationales spécialisées occupent une place de choix. Le CCDH a été créé en 1990 et réorganisé en 2001 sur la base des principes de Paris régissant les institutions nationales des droits de l'homme. Il est habilité à formuler des avis consultatifs destinés à promouvoir les droits humains, élaborer des rapports annuels sur la situation des droits humains et des rapports thématiques sur des questions particulières (émigration irrégulière, lieux de détention, observation des élections, etc.), faire des recommandations sur l'adhésion du Maroc aux instruments internationaux des droits humains et sur l'harmonisation de la législation interne, ainsi qu'examiner les communications sur les violations des droits humains.²

2. Le CCDH reçoit et examine les plaintes relatives aux allégations de violations des droits humains, visite régulièrement les établissements pénitentiaires et s'enquiert de la situation des détenus, émet des avis consultatifs pour l'amélioration de la protection et la promotion des droits humains, formule des recommandations pour l'harmonisation de l'arsenal juridique interne avec les standards internationaux pertinents et œuvre pour le renforcement de la coopération entre les pouvoirs publics et la société civile. Le CCDH a ajouté que dans le domaine de l'enracinement des pratiques démocratiques et de la consolidation de l'Etat de droit au Maroc, il a supervisé et participé directement à l'observation des élections législatives du 7 septembre 2007 (120 observateurs du CCDH). Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes qu'il élabore, le CCDH a développé une approche coopérative avec les autorités publiques et participative avec la société civile.³

II. PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS ON THE GROUND

Implementation of international human rights obligations

1. Equality and non discrimination

3. L'Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) et la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) ont recommandé l'inscription du principe d'égalité dans la Constitution et le code de la famille, tel que recommandé par CEDAW en 2003, la sensibilisation et la formation des magistrats aux principes et objectifs du code de la famille, ainsi que la mise en œuvre des engagements pris dans le Plan d'Action adopté à Istanbul en 2006 par la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur les femmes.⁴

4. L'Union de l'Action Féminine (UAF) a informé que suite aux recommandations de CEDAW, le Maroc a entrepris des réformes pour harmoniser sa législation nationale avec les dispositions de CEDAW, à savoir la réforme du code de la famille, du code pénal, du code du commerce, du code du travail, de la loi organique relative à la chambre des représentants, de la loi sur l'état civil, et de la loi sur la nationalité.⁵ Toutefois, malgré ces réformes, des insuffisances subsistaient dans le cadre juridique régissant le statut des femmes, avec notamment des dispositions discriminatoires dans certains textes, et des vides juridiques sur

certaines questions importantes comme la violence conjugale, sans oublier le faible engagement du Maroc par rapport aux autres instruments internationaux relatifs aux droits de la femme. L'UAF a recommandé au Maroc de prendre toutes les mesures nécessaires pour combler ces insuffisances.⁶

5. L'OMDH et la FIDH ont informé que malgré les avancées enregistrées depuis l'adoption du nouveau code de la famille en 2003, l'égalité entre les hommes et les femmes était loin d'être assurée. Les dispositions sur l'héritage, la polygamie, le droit des femmes au divorce et à la tutelle légale restaient inégalitaires. De plus, l'instauration progressive de quotas, en perspective de la parité, pour les mandats électifs et les postes électoraux ainsi que pour les postes exécutifs et administratifs, n'était pas institutionnalisée. Il n'y avait ni budget ni mécanismes appropriés pour assurer un accompagnement et un suivi à la scolarisation et à la formation des filles en milieu rural. Il manquait des mesures de discrimination positive (actions affirmatives) afin de réduire les disparités vécues par les femmes en matière d'accès aux postes de responsabilité dans la fonction publique.⁷

6. Selon l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM), les nouvelles dispositions du code de la famille sont peu effectives. Concernant le mariage des mineurs, il s'avère, d'après les statistiques du Ministère de la justice, que près de 89 per cent des demandes de mariage des mineurs, dont 97.5 per cent sont des filles, ont été autorisées par les juges. La polygamie a fait l'objet de conditions légales très restrictives. Toutefois, selon toujours les statistiques du Ministère de la justice, 43.5 per cent des demandes relatives à l'autorisation des mariages polygames ont été acceptées par les juges. La proportion des mariages polygames dans le nombre total d'actes de mariage enregistre même une petite progression entre 2005 et 2006 (respectivement 8.5 per cent et 9.7 per cent). L'accès des femmes aux nouvelles procédures de divorce et plus particulièrement au divorce pour discord (Chikak), est souvent interprété par de nombreux juges comme un divorce pour préjudice, faisant ainsi obligation aux femmes de produire les preuves et les témoins de ce préjudice.⁸

2. Right to life, liberty and security of the person

7. Bien qu'aucune condamnation à la peine de mort n'ait été exécutée depuis 1993, l'OMDH et la FIDH ont souligné que 133 condamnés à mort étaient toujours détenus dans les couloirs de la mort au Maroc.⁹ L'OMDH et la FIDH ont recommandé qu'en application des recommandations de 2004 du Comité des droits de l'homme, le Maroc réduise au minimum le nombre d'infractions passibles de la peine de mort en vue d'abolir celle-ci, et commue les peines de toutes les personnes condamnées à mort.¹⁰

8. On 28 May 2003, *Law no. 03-03 on Combating Terrorism (Loi no. 03-03 relative à la lutte contre le terrorisme)* came into force, modifying both the Penal Code and Criminal Procedure Code by adding new provisions and amending others. Amnesty International (AI) is concerned that the new law has widened the scope of applicability of the death penalty. Since the law's promulgation, at least 18 people suspected of involvement in terrorism have been sentenced to death. Some of those sentenced to death were allegedly subject to grossly unfair trial procedures.¹¹ The Ministry of Justice took steps towards abolishing the death penalty, including by setting up a commission of jurists to review Moroccan laws with the aim of restricting the number of offences punishable by death in the Penal Code, and a bill was drafted for that purpose. AI recommended that Morocco should repeal all provisions allowing for the death penalty and immediately declare a moratorium on all executions.¹²

9. La Commission Nationale pour la Vérité, l'Équité et la Réconciliation (IER) a identifié un nombre important des disparus. Elle a également précisé que 66 cas restaient non résolus. Selon l'OMDH et la FIDH, la recommandation du Comité des droits de l'homme préconisant au Maroc de « procéder aux enquêtes nécessaires afin d'identifier, juger et punir les responsables de tels crimes (articles 6 et 7 du Pacte) » n'a toujours pas été mise en œuvre, et le processus de réconciliation ne saurait être définitif et durable tant que tous les cas des disparus ne sont pas résolus.¹³

10. AI welcomed the fact that Law no. 43-04 promulgated in February 2006 defines torture in a manner broadly consistent with article 1 of the CAT. AI is also pleased to note that all acts of torture are made offences under criminal law. One remaining concern, however, is that neither the “attempt to commit torture” nor “complicity or participation in torture” is explicitly defined as an offence, as they should be according to article 4 of the CAT.¹⁴

11. AI is concerned over the sharp rise in reported cases of torture or ill-treatment in the context of “counter-terrorism” measures in Morocco/Western Sahara since 2002.¹⁵ Among the hundreds of Islamists or presumed Islamists arrested and detained on suspicion of belonging to “criminal gangs” or of involvement in planning or carrying out violent acts, scores of people are alleged to have been tortured or otherwise ill-treated. Scores have been sentenced to long prison sentences and over a dozen to the death penalty on the basis of evidence reportedly extracted by torture or ill-treatment. Torture or ill-treatment is generally reported to have taken place in the custody of the security forces, particularly the Directorate for the Surveillance of the Territory (*Direction de la surveillance du territoire*, DST) and the police, allegedly in order to extract confessions or information, or to force the detainee to sign or thumb-print statements, the content of which they reject, deny or do not know. While allegations of torture or ill-treatment of presumed Islamists during interrogation have decreased since 2005, AI remains concerned at continued impunity for such violations.¹⁶

12. Certaines poursuites contre la torture ont abouti à des condamnations des responsables.¹⁷ However, AI informed that in the majority of cases where complaints were made involving allegations of torture or other ill-treatment, investigations have either not been opened, have been dismissed without adequate investigation, or have not resulted in perpetrators being prosecuted.¹⁸ Furthermore, hundreds of Islamists detainees continue to demand a judicial review of their trials, which were tainted by unexamined claims of torture or ill-treatment during questioning by the security forces. Hundreds of them have staged hunger strikes in 2007 to protest at prison conditions, lack of access to adequate medical care, and ill-treatment by prison guards and other security forces.¹⁹

13. Le phénomène d'abus envers les enfants a été remarqué ces dernières années. Ainsi, le Centre Marocain des Droits de l'Homme (CMDH) a enregistré un ensemble de cas d'abus sexuels sur les enfants, liés dans certains cas au tourisme sexuel via des réseaux constitués des Marocains et d'étrangers, exploitant les enfants en vue de produire des films pornographiques.²⁰

14. Furthermore, Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (GIEACP), indicated that corporal punishment in schools was prohibited by Ministerial direction in 2000, but there is no explicit prohibition in law. In the penal system, corporal punishment is unlawful as a sentence for crime and as a disciplinary measure in penal institutions. In alternative care settings, there is no prohibition of corporal punishment in foster care.²¹

15. Al Karama for Human Rights (KHR) a déclaré que les arrestations à caractère politique avaient augmenté depuis 2002 et surtout depuis les attentats commis à Casablanca le 16 mai 2003. Certaines sources parlent de 2000 arrestations entre 2002 et 2004. Les personnes inculpées pour appartenance à un groupe terroriste, préparation d'actes terroristes et/ou atteinte à la sûreté de l'Etat sont dans de nombreux cas détenues au secret. Les suspects sont souvent arrêtés par des agents de la DST, alors que ces derniers n'ont pas la qualité d'officiers de police judiciaire et ne sont pas habilités légalement à procéder à ces arrestations. Les suspects sont conduits dans les locaux de la police ou de la DST et maintenus en détention durant des périodes de garde à vue qui dépassent généralement les limites fixées par la loi. Les parents des victimes ne sont généralement pas informés du lieu où elles se trouvent et du traitement qu'elles subissent. Souvent, les autorités nient leur détention. Afin de masquer ces détentions abusives, les dates d'arrestation sont modifiées dans les procès verbaux. Cette garde à vue prolongée et au secret s'apparente à une « disparition » temporaire.²²

16. Le CMDH a informé que beaucoup d'institutions pénitentiaires étaient dans une situation désastreuse caractérisée par l'encombrement, la malnutrition, les maladies contagieuses, le défaut d'hospitalisation et certains comportements dangereux comme la drogue, l'abus sexuel, la corruption et la violence, sans compter la faible part budgétaire dédiée à ces institutions ainsi que l'exercice en leur sein de peu d'activités sportives, culturelles et de formation professionnelle.²³ Concernant les lieux de détention, l'OMDH et la FIDH ont recommandé l'instauration d'un mécanisme de contrôle national indépendant de ces lieux, susceptible de mener des inspections inopinées et même d'ordonner, le cas échéant, un examen médical pour vérifier si des actes de torture avaient été pratiqués, ainsi que l'avait recommandé le Comité des droits de l'homme en 2004.²⁴

3. Administration of justice and the rule of law

17. The International Commission of Jurists (ICJ) called on the Human Rights Council to urge Morocco to implement without delay the IER recommendations with regard to the constitutional reforms, independence of judiciary and combating impunity, as well as to put an end to the impunity of state officials responsible for the gross human rights violations committed in Morocco during the last 40 years.²⁵

18. According to AI, King Mohamed VI instructed the Human Rights Advisory Board (CCDH) to follow up the work of the IER, and in June 2006, Prime Minister Driss Jettou set up joint working committees comprising Government officials and former members of the IER to examine the Commission's recommendations, particularly on reparations and institutional and legal reforms. The Board began by informing victims and their families of the results of research into 742 cases of enforced disappearance that it said the Commission had resolved, and stated that it would continue the Commission's research into 66 unresolved cases. The Board further stated that a detailed list of the enforced disappearance cases examined by the Commission would be published in mid-2006; however, the list is not yet available. No progress has been made on providing victims with effective access to justice and holding accountable individual perpetrators. AI is concerned that impunity is still not being addressed appropriately in Morocco and Western Sahara, in particular since some alleged perpetrators continued to remain in position as members and, in some cases, high-ranking officials, of the security forces.²⁶

19. Concerning the right to a fair trial, Human Rights Watch (HRW) affirmed that in cases with a political colour, courts routinely denied defendants fair trials, ignoring requests for medical examinations lodged by defendants who claim to have been tortured, refusing to

summon exculpatory witnesses, and convicting defendants solely on the basis of apparently coerced confessions.²⁷ HRW recommended that Morocco should ensure fair trial standards, as guaranteed by international standards, for all cases. Judges should be encouraged to use their discretion to grant motions for impartial medical examinations of defendants, in keeping with Morocco's obligation under the CAT in order to take steps to prevent torture and mistreatment.²⁸

20. L'OMDH et la FIDH ont recommandé le droit à un procès équitable dans le pays : la justice marocaine était de plus en plus mise en cause pour sa dépendance vis-à-vis de l'exécutif ; certains procès que l'OMDH avait observés n'avaient pas respecté les conditions minimales d'un procès équitable ; le Maroc « devrait prendre les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance et l'impartialité de la magistrature », tel que recommandé par le Comité des droits de l'homme en 2004.²⁹

21. Le CCDH a noté que durant les 23 mois de son mandat, l'IER avait pu examiner une période de 43 ans (1956-1999) de violations graves des droits humains suivant des modalités d'action qui avaient comporté l'investigation, la recherche, l'évaluation, l'arbitrage et la présentation de recommandations et de propositions de réformes.³⁰ However, AI underlined that IER did not have a mandate to identify perpetrators of human rights violations or recommend prosecutions,³¹ and HRW noted that non-cooperation by public officials prevented it from resolving other cases.³²

4. Right to privacy

22. The International Lesbian and Gay Association (ILGA), in a joint submission with others, noted that Morocco maintains criminal sanctions against consensual same-sex activity. Article 489 of Morocco's Penal Code provides: "Any person who commits lewd or unnatural acts with an individual of the same sex shall be punished with a term of imprisonment of between six months and three years and a fine of 120 to 1,000 dirhams, unless the facts of the case constitute aggravating circumstance".³³

5. Freedoms of religion and belief, expression, association and peaceful assembly, and right to participate in public and political life

23. Regarding freedom of expression, Reporters sans frontières (RSF) noted that the situation has changed significantly since Mohammed VI became king in 1999. A privately-owned press, in Arabic and French, flourishes alongside the official and pro-government media. RSF called on the new Government appointed in September 2007 to resume negotiations with journalists over a new press law that would eliminate prison sentences for insulting members of the royal family.³⁴ L'OMDH et la FIDH ont ajouté que la révision du code de la presse intervenue en 2002, avait maintenu certaines dispositions contraignantes à la liberté d'expression et des peines d'emprisonnement dans certaines situations considérées comme une atteinte au « sacré » : atteinte à la personne du Roi, à l'Islam et à l'intégrité territoriale.³⁵ The Government announced a press law reform in February 2007, calling it an "important and historic" step towards greater freedom of expression and the media, but the reform contains no guarantee that journalists will be protected, as highlighted by RSF.³⁶ HRW, OMDH and FIDH recommended that the Moroccan authorities review the 2002 press code and other laws applied to journalists with a mind to abolishing or amending those provisions that restrict speech in a manner incompatible with internationally recognized standards of freedom of expression.³⁷

24. As regards freedom of association, HRW noted that most types of public assemblies require authorization from the Interior Ministry, which can refuse permission if it deems them liable to “disturb the public order.” This discretion is exercised more often when the demonstrators’ agenda is critical of government policies. Although many of the frequent public protests in Rabat run their course undisturbed, baton-wielding police have broken up others with brutality.³⁸ HRW recommended that Morocco should give substance to the right of assembly, guaranteed by Article 21 of the ICCPR, by approving applications for public assemblies and demonstrations, except in exceptional and narrowly defined circumstances; the Council should also urge Morocco to train thoroughly law enforcement officers in nonviolent methods of crowd dispersion, and hold accountable those officers who use excessive force to disperse demonstrators.³⁹

25. Concerning the right to participate in public life, the Islamic Human Rights Commission (IHRC) affirmed that the Al-Adl wa Al-Ihsan / Justice and Spirituality Movement (JSM) emerged as a powerful political movement by the end of the 1980s; although it had obtained legal recognition, the association has been, since its founding, a target of oppression and abusive arrests by the Moroccan authorities.⁴⁰

6. Right to work and to just and favourable conditions of work

26. L'OMDH et la FIDH ont recommandé l'application stricte des dispositions du code du travail par la généralisation de la sécurité sociale à tous les travailleurs, l'interdiction des licenciements abusifs et l'octroi d'indemnités contre les pertes d'emploi pour des raisons économiques, le respect des conditions d'hygiène et de sécurité ; la mise en place d'une politique active afin d'assurer l'égalité entre salariés de l'industrie et des services et salariés agricoles ; l'élargissement du champ d'application du code du travail aux domestiques de maison qui sont soumis à des formes d'asservissement inhumaines.⁴¹

7. Right to social security and to an adequate standard of living

27. L'OMDH et la FIDH ont recommandé au Maroc la ratification de la convention de l'OIT n° 102 relative à la norme minimale de sécurité sociale et de la convention n° 118 relative à l'égalité de traitement dans le domaine de la sécurité sociale.

28. L'OMDH et la FIDH ont aussi recommandé au Maroc de garantir l'intégration des personnes souffrant de déficiences physiques et mentales et qui constituent 5% de la population totale ; de revoir la carte sanitaire du pays en dotant les régions défavorisées, et particulièrement le monde rural, d'une infrastructure sanitaire adéquate et d'un encadrement médical suffisant ; de réduire les taux de mortalité maternelle et infantile qui atteignent des niveaux inquiétants ; d'appliquer le code de la couverture médicale adopté en 2002 en ce qui concerne l'assurance maladie obligatoire ; et de mettre en place le RAMED (Régime d'aide médicale) au bénéfice des populations démunies.⁴²

8. Right to education and to participate in the cultural life of the community

29. L'OMDH et la FIDH ont recommandé au Maroc de généraliser l'enseignement fondamental en assurant sa gratuité et sa qualité ; d'accorder une importance particulière à l'enseignement des jeunes filles notamment de la jeune fille rurale ; de lutter contre l'abandon scolaire en généralisant les cantines et les transports scolaires dans les régions où l'école est située loin du domicile des élèves et en mettant en place des aides aux parents nécessiteux (fournitures scolaires, bourses d'études) ; d'améliorer le taux de scolarisation dans le

secondaire en développant davantage les filières scientifiques et techniques ; d'augmenter le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur (12% actuellement) tout en améliorant le taux de rendement interne et externe à travers le développement des filières porteuses sur le marché du travail.⁴³

9. Minorities and indigenous peoples

30. Selon Tamazgha, ainsi que la Ligue Amazighe des Droits de l'Homme (LADH), la discrimination anti-berbère était un fait officiel délibéré et organisé, inscrit dans la Constitution marocaine qui n'accordait aucune place à la langue et à la culture berbère; ce fait bénéficiait du concours des institutions de l'Etat marocain qui étaient instrumentalisées dans le but de nier l'identité ancestrale des Berbères et de les intégrer comme des dominés dans une conception politique arabo-islamique.⁴⁴

31. Pour le Congrès Mondial Amazigh (CMA), l'administration au Maroc s'appuyait sur des lois de l'époque coloniale française (lois de 1914, 1919 et 1925) pour spolier les paysans amazighs de leurs terres, ce qui se réalisait notamment à Adarouch dans la région d'Azrou, Tamllaste, Eksimen Emsguine, dans la région d'Agadir, Agmmad, Iguelmimen, Ighergher dans la région de Errachidia, Goulmima, Bouyzakarn, Ait-Baamran, la forêt et les eaux minérales à Oulmés, Ait-Mellal, Azrou, Taroudant, etc. Le CMA a ajouté que cette situation était extrêmement préoccupante pour des centaines de familles amazighes, obligées de quitter leurs territoires ancestraux pour aller peupler les bidonvilles des grandes cités marocaines.⁴⁵ As for it, Cultural Survivor (CS) informed that the Amazir have no effective means of enforcing their rights, and the Government frequently makes decisions about these lands to accommodate the economic or political interests of the State without involving Amazir; the Amazigh League for Human Rights (LADH) has accused the Government of collaborating with "real-estate mafias" to exploit Amazigh lands and resources.⁴⁶

32. Le CMA a souligné aussi que la presse et les publications amazighes ne bénéficiaient d'aucune aide financière de la part de l'Etat, alors que l'édition en arabe profitait largement des budgets publics.⁴⁷ Le CMA a recommandé aux organes compétents des Nations Unies d'exiger du Maroc de reconnaître le peuple amazigh du Maroc et de respecter tous ses droits, y compris ses droits à la terre, à ses territoires et à ses ressources naturelles; de mettre en place une commission d'enquête internationale indépendante, pour faire toute la lumière sur les événements qui se sont produits dans les universités marocaines au printemps 2007; de libérer sans délai les détenus politiques amazighs et de réhabiliter tous ceux qui ont été arrêtés et détenus et assurer la réparation des préjudices subis.⁴⁸

33. Tamazgha a considéré aussi que l'absence du tamazight dans les tribunaux, où seule la langue arabe avait droit de cité, remettait en cause la notion d'un jugement équitable du fait que des citoyens ne maîtrisaient que l'usage de la langue amazighe.⁴⁹ Tamazgha a recommandé au Maroc de mettre en œuvre des lois rendant obligatoire l'enseignement de la langue berbère à tous les niveaux; de créer une chaîne de télévision ainsi que des radios locales et régionales en langue amazighe; d'introduire la langue amazighe dans les administrations publiques, les tribunaux et les hôpitaux; de promouvoir les droits culturels amazighs; de mettre en place un programme adéquat de développement économique des régions marginalisées, qui se trouvaient être pour la plupart amazighophones.⁵⁰

34. En ce qui leur concerne, la LADH, l'OMDH et la FIDH ont recommandé notamment la nécessité de la reconnaissance officielle par le Maroc des droits linguistiques et culturels

amazighs à travers entre autres l'officialisation de la langue amazigh au niveau de l'Etat et de la société marocains.⁵¹

10. Migrants, refugees and asylum seekers

35. L'OMDH et la FIDH ont déclaré que les réfugiés et les demandeurs d'asile faisaient l'objet de graves discriminations: ceux-ci notamment n'avaient pas accès aux soins de santé, à l'éducation ni à une alimentation décente;⁵² le CMDH a ajouté que l'expatriation collective de certains africains, et leur traitement de façon humiliante et inhumaine de la part des forces de l'ordre, étaient en contradiction avec les chartes internationales des droits de l'homme.⁵³

36. KHR a informé que des milliers de personnes soupçonnées d'être des immigrants clandestins, parmi lesquels des mineurs, avaient été interpellées et expulsées vers l'Algérie et la Mauritanie. Parmi les centaines de personnes renvoyées en décembre 2006 vers l'Algérie par exemple, figuraient au moins 10 réfugiés reconnus et 60 demandeurs d'asile enregistrés auprès du bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) à Rabat. Les personnes abandonnées à la frontière algérienne ou dans le Sahara occidental en plein désert ne disposaient ni d'eau ni de nourriture. L'une d'entre elles avait été découverte morte de déshydratation. Plusieurs immigrants expulsés avaient déclaré avoir subi des sévices sexuels de la part de membres des forces de sécurité algériennes et marocaines.⁵⁴

37. AI had serious concerns particularly about the Moroccan authorities' treatment of people attempting to cross the Spanish/Moroccan border clandestinely at Ceuta and Melilla. In the past two years, the organization had investigated human rights violations committed against migrants and asylum-seekers. These investigations have revealed abuses including unlawful expulsions, lack of due process, breach of the principle of non-refoulement and excessive use of force by Moroccan security forces against asylum-seekers and migrants.⁵⁵

38. AI called on Morocco to immediately halt the refoulement of refugees and asylum-seekers, and the arbitrary and collective or mass expulsion of migrants to neighbouring countries; AI also recommended that prompt, thorough, independent investigations must be carried out into any allegation of death or injury of migrants and asylum-seekers caused by the use of force or firearms by law enforcement officials and that the results are made public; AI further urged Morocco to reaffirm and fully respect the principle of non-refoulement and to ensure that all asylum-seekers have access to fair and satisfactory procedures for determining whether they are in need of international protection, including but not limited to the right to appeal, with suspensive effect, to an independent specialised body, legal assistance and interpretation, in accordance with international law.⁵⁶

11. Human rights and counter-terrorism

39. AI is calling for the 2003 *Law on Combating Terrorism* to be reformed to comply with Morocco's international human rights obligations, including the principle of legality, given its expansive definition of terrorism and terrorism-related offences: in fact, AI is concerned that the 2003 Law amends article 66 of the Criminal Procedure Code by allowing in "terrorism" cases the extension of the "*garde à vue*" for up to 12 days; AI is also concerned by the lack of a sufficiently precise definition of terrorism, in violation according to it of the principle of legality; for AI, the broad definition of terrorism could be subject to widely differing and arbitrary interpretations, creating the potential for abuse.⁵⁷ AI is also calling on the Moroccan authorities to ensure that the fair trial rights set out under international standards of all those accused under the anti-terrorism law or on other charges are guaranteed in practice.⁵⁸ As for it,

the ICJ called on the Human Rights Council to urge Morocco to investigate allegations of torture and ill treatment of detainees and prisoners condemned on the basis of the 2003 Law, and to bring to justice perpetrators of these violations.⁵⁹

40. KHR a ajouté qu'après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis d'Amérique, le Maroc avait activement coopéré avec ce pays dans la lutte contre le terrorisme. Concrètement, des vols de la CIA avaient transporté des suspects vers les Etats-Unis d'Amérique où ces suspects avaient été détenus au secret et torturés en présence d'agents marocains et américains. Selon KHR, il est prouvé qu'au moins 28 vols de la CIA avaient atterri au Maroc depuis septembre 2001.⁶⁰

12. Situation in or in relation to specific regions or territories

41. According to the Society for Threatened Peoples (STP), the pursuit of continued repression against the civilian population in the Moroccan occupied Western Sahara does not contribute to a favourable climate for direct negotiations between the Government of Morocco and the Polisario Front, which has been highly encouraged by the international community and the United Nations. In regard to the plethora of human rights violations, it should be recommended to extend the United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara (MINURSO) mandate in order to monitor the human rights situation and protect the civilian population.⁶¹

42. AI is concerned at the high number of allegations of torture or ill-treatment of people arrested in Western Sahara in the context of demonstrations against Moroccan rule since 2005. Torture appears to be inflicted during the period of “*garde à vue*”, before the detainee is brought to the judicial authorities, and intended to intimidate those arrested, punish them for their stance on self-determination or force them to sign “confessions.”⁶² In several cases, children and teenagers are not only charged for crimes, but tortured as well, as noted by STP. Torture is known to be very common in all police stations and military caserns.⁶³ Another widespread measure of concern is clan custody: over and over again, family or clan members are detained in order to arrest persons wanted by the police, or they are used as leverage against the family. For instance, many fathers have been repeatedly arrested to prevent their children from participating in demonstrations against Moroccan rule.⁶⁴

43. AI also called on the Moroccan authorities to take concrete measures to ensure respect for the rights of all Sahrawis to freedom of expression, association and assembly and to allow Sahrawi human rights defenders to collect and disseminate information and views on human rights issues without fear of prosecution, harassment or intimidation.⁶⁵

44. Selon le Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara Occidental (BIRDHSO), depuis le 31 octobre 1975, date de l'invasion du territoire du Sahara Occidental, des milliers de civils sahraouis avaient été victimes d'une politique délibérée de disparition forcée et étaient soumis à toutes sortes d'entraves pour voyager librement à l'étranger. Le sort de plus de 500 d'entre eux n'était toujours pas encore éclairci. Les survivants des bagnes secrets, libérés quelques temps avant le cessez-le-feu de 1991, n'avaient toujours pas obtenu réparation pour les 10 ou 15 ans de leur vie passés en disparition forcée. Le BIRDHSO a déclaré que le Maroc continuait de nier l'existence des disparus sahraouis, malgré l'établissement de listes par différentes associations de défense des droits de l'homme, dont AI.⁶⁶

45. Le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP) a déclaré que depuis l'occupation des territoires du Sahara occidental, le Maroc avait construit un mur long de 2'700 km. séparant le peuple Sahraoui, environ deux millions de mines anti-personnel étaient enfouies aux alentours ; la MINURSO a confirmé la présence sur le territoire sahraoui de trente cinq types de mines antipersonnel et vingt et un types de mines antichars, en provenance de douze pays différents. Le MRAP a ajouté que 200'000 personnes étaient restées dans les territoires occupés, tandis que 170'000 autres survivaient depuis lors dans des camps de réfugiés situés dans le désert algérien; la construction du mur avait bouleversé la structure socio-économique du peuple sahraouis qui avait dû faire face à la sédentarisation et à l'urbanisation forcées ; le Maroc, d'une part, encourageait les citoyens marocains à s'installer dans les territoires occupés et, d'autre part, poussait les jeunes sahraouis à les quitter : ainsi un sahraoui ne pouvait obtenir un poste de travail dans l'administration publique qu'en dehors des territoires occupés.⁶⁷

46. Le MRAP a recommandé qu'une attention particulière soit portée au plein exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui; que le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme assure, de concert avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et le Chef de la MINURSO, la pleine application de ce droit à l'autodétermination; que le Haut Commissariat aux droits de l'homme dispose d'un bureau dans les territoires non autonomes du Sahara occidental (El Aaiun); que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies soit saisi en permanence de la question du Sahara occidental aussi longtemps que le peuple sahraoui n'aura pas exercé son droit à l'autodétermination.⁶⁸

47. Front Line Defenders of Human Rights Defenders - International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (FL) is deeply concerned about the persecution of independent human rights defenders in Morocco and particularly in Moroccan administered Western Sahara: for example, human rights defenders are regularly victims of assault and harassment by the Moroccan administration which, in many cases, refused to deliver travel documents in order to ensure that people are unable to participate in human rights conferences.⁶⁹ FL called upon the United Nations to urge the authorities in Morocco: to ensure that all human rights defenders in Morocco and Western Sahara are free to carry out their human rights activities; and to invite in Morocco the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders.⁷⁰

III. ACHIEVEMENTS, BEST PRACTICES, CHALLENGES AND CONSTRAINTS

[n/a]

IV. KEY NATIONAL PRIORITIES, INITIATIVES AND COMMITMENTS

[n/a]

V. CAPACITY BUILDING AND TECHNICAL ASSISTANCE

[n/a]

Endnotes

¹ The following stakeholders have made a submission (all original submissions are available in full text on: www.ohchr.org):

Civil Society:

AAAA: Asociación de Amigos y Amigas de la RASD de Álava, Vitoria/Gasteiz (Spain), UPR submission, November 2007.

ADFM : Association Démocratique des Femmes du Maroc, Rabat (Maroc), UPR joint submission, November 2007.

AI: Amnesty International, London (UK)*, UPR submission, November 2007.

AMDH : Association Marocaine des Droits Humains, Rabat (Maroc), UPR submission, November 2007.

BIRDHSO : Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara Occidental, Geneva (Switzerland), UPR submission, November 2007.

CDG : Centre des Droits des Gens/Maroc, Fès (Maroc), UPR submission, November 2007.

CMA: Congrès Mondial Amazigh, Geneva (Switzerland), UPR submission, November 2007.

CMDH : Centre Marocain des Droits de l'Homme, Rabat (Maroc), UPR submission, November 2007.

CS: Cultural Survival, Cambridge/Massachusetts (USA)*, UPR submission, November 2007.

FADPDH: Federación de Asociaciones de Defensa y promoción de los Derechos Humanos, Madrid (Spain)*, UPR joint submission, November 2007.

FL: Front Line Defenders of Human Rights Defenders - International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders, Dublin (Ireland)*, UPR submission, November 2007.

GIEACP: Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London (UK), UPR submission, November 2007.

HRW: Human Rights Watch, Geneva (Switzerland)*, UPR submission, November 2007.

ICJ: International Commission of Jurists, Geneva (Switzerland)*, UPR submission, November 2007.

IHRC: Islamic Human Rights Commission, Wembley/Middlesex (UK), UPR submission, November 2007.

ILGA: ILGA-Europe*, Pan African ILGA, Coalition of African Lesbians, The Rainbow Project, International Gay and Lesbian Human Rights Commission and ARC International, UPR joint submission, November 2007.

KHR: Al Karama for Human Rights, Geneva (Switzerland)*, UPR submission, November 2007.

LADH : La Ligue Amazighe des Droits Humains, Taghijit/Guelmim (Maroc), UPR submission, November 2007.

MRAP : Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Geneva (Switzerland), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*, France Liberté, Mouvement International de la Jeunesse pour le Nations Unies*, UPR joint submission, November 2007.

OMDH-FIDH : Organisation Marocaine des Droits Humains - Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme*, UPR joint submission, November 2007.

ONDE : Observatoire National des Droits de l'Enfant, Rabat (Maroc), UPR submission, November 2007.

RAC : Réseau Amazigh pour la Citoyenneté, Rabat (Maroc), UPR submission, November 2007.

RSF : Reporters sans frontières, Paris (France), UPR submission, November 2007.

STP: Society for Threatened Peoples, Göttingen (Germany)*, UPR submission, November 2007.

Tamazgha, Paris (France), UPR submission, November 2007.

UAF : Union de l'Action Féminine, Rabat (Maroc)*, UPR submission, November 2007.

UNFM : Union Nationale des Femmes Marocaines, Rabat (Maroc)*, UPR submission, November 2007.

National Human Rights Institution :

Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, Rabat (Maroc)**.

NB: * NGOs with ECOSOC status; ** National Human Rights Institution with A status.

² CCDH, p.2.

³ CCDH, p. 3.

⁴ L'OMDH et la FIDH, p.4

⁵ UAF, p.1. See also CCDH, p.1; CDG, p.3-4.

⁶ UAF, p.4; for more details, see p.4-6. See also ADFM, p. 2-3 and CMDH, p.4.

⁷ L'OMDH et la FIDH, p.4. See also ADFM, p.3-4.

⁸ ADFM, p.5.

⁹ L'OMDH et la FIDH, p.1-2. See also CMDH, p.1.

¹⁰ L'OMDH et la FIDH, p.2

¹¹ AI, p.1.

¹² AI, p. 1.

- ¹³ L'OMDH et la FIDH, p.2.
- ¹⁴ AI, p.1. See also l'OMDH et la FIDH, p.2.
- ¹⁵ AI, p.5. See also CMDH, p.4; l'OMDH et la FIDH, p.2; ICJ, p.1. For information on individual cases, see BIRDHSO, p.2-4.
- ¹⁶ AI, p.5. See also KHR, p. 2-4, for information on individual cases.
- ¹⁷ For more details, see l'OMDH et la FIDH, p.2.
- ¹⁸ AI, p. 5; see also l'OMDH et la FIDH, p. 2. For information on individual cases, see FL, p. 4-5.
- ¹⁹ AI, p. 5.
- ²⁰ CMDH, p.4.
- ²¹ GIECP, p.2.
- ²² KHR, p.2, including information on individual cases.
- ²³ CMDH, p.3.
- ²⁴ See l'OMDH et la FIDH, p. 2.
- ²⁵ ICJ, p. 2.
- ²⁶ AI, p.3. See also ICJ, p.1; AAAA, p.3; FADPDH, p.3.
- ²⁷ HRW, p. 2.
- ²⁸ HRW, p. 2.
- ²⁹ L'OMDH et la FIDH, p. 3.
- ³⁰ CCDH, p. 4.
- ³¹ AI, p.2-3.
- ³² HRW, p.4; see also ICJ, p.1.
- ³³ ILGA, p.1.
- ³⁴ RSF, p.1-2.
- ³⁵ L'OMDH et la FIDH, p.3; see also HRW, p.3; ICJ, p.1-2.
- ³⁶ RSF, p.1-2.
- ³⁷ HRW, p. 3; l'OMDH et la FIDH, p. 3 ; see also ICJ, p. 1-2.
- ³⁸ HRW, p.2. For information on individual cases see KHR, p.4-5; BIRDHSO, p.2; l'OMDH et la FIDH, p.3-4.
- ³⁹ HRW, p. 3.
- ⁴⁰ IHCR, p.1; see also for information on individual cases, p.1-2.
- ⁴¹ L'OMDH et la FIDH, p. 5.
- ⁴² L'OMDH et la FIDH, p. 5.
- ⁴³ L'OMDH et la FIDH, p. 5.
- ⁴⁴ Tamazgha, p. 2; LADH, p. 3-5.
- ⁴⁵ CMA, p.5; see also RAC, p.4-5.
- ⁴⁶ CS, p.3-4; LADH, p.5-6.
- ⁴⁷ CMA, p.3. See also CS, p.2.
- ⁴⁸ CMA, p. 7.
- ⁴⁹ Tamazgha, p.5; LADH, p.2.
- ⁵⁰ Tamazgha, p. 5-6.
- ⁵¹ See LADH, p. 6, OMDH et FIDH, p. 5.

⁵² L'OMDH et la FIDH, p. 2.

⁵³ CMDH, p. 2.

⁵⁴ KHR, p.5.

⁵⁵ AI, p.4.

⁵⁶ See AI, p. 4-5.

⁵⁷ AI, p. 2.

⁵⁸ AI, p. 2. See also KHR, p. 1.

⁵⁹ ICJ, p. 2.

⁶⁰ KHR, p.4.

⁶¹ STP, p.3.

⁶² AI, p.5. See also AAAA, p.4. For information on individual cases see KHR, p.2-4; FL, p.3-4.

⁶³ STP, p.2.

⁶⁴ STP, p. 2.

⁶⁵ AI, p. 4.

⁶⁶ BIRDHSO, p.1; see also MRAP, p.4.

⁶⁷ MRAP, p.2.

⁶⁸ MRAP, p.5.

⁶⁹ FL, p.1; see also for information on individual cases p.1-2.

⁷⁰ FL, p.6.